



# MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TAHITI 22. — N° 36.

TE VEA NO TAHITI.

Mahina pas 19 teletu 1873.

Prix de l'abonnement (importé à Tahiti) :  
Un an ..... 18 fr.  
Six mois ..... 10 fr.  
Trois mois ..... 5 fr.  
Un numéro ..... 10 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser  
IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

Prix des annonces des compagnies :  
Les 30 principales ..... 10 c. la ligne.  
Autres ..... 10 c. la ligne.  
Les personnes ou sociétés se portant au nominatif ont de la  
priorité dans l'impression.

## SOMMAIRE.

**PARTIE OFFICIELLE.** — Dépêches ministérielles ; notes à transmettre à défaut d'inspection générale, classement des trésoriers, commission d'examen des sous-officiers, embauchement d'un avocat, candidats au grade de sous-lieutenant.

**PARTIE NON OFFICIELLE.** — Nouvelles locales. — Bulletin télégraphique. — Le bâti de Paris. — Une bête à Londres. — Nouvelles à la main. — Mouvement commercial. — Annonces hydrographiques. — Mouvements du port. — Annonces.

## PARTIE OFFICIELLE

### Dépêches ministérielles.

#### A M. LE COMMANDANT DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie.

Notes et propositions concernant l'artillerie et l'infanterie de la marine et à transmettre à défaut d'inspections générales.

Versailles, le 16 juillet 1873.

Monsieur le Commandant, — J'ai décidé que pour l'artillerie, pas procédé, en 1872, à une inspection générale du personnel, mais de l'infanterie de la marine à Tahiti. Vous voudrez bien me transmettre, pour qu'elles soient parvenues avant le 1<sup>er</sup> janvier prochain, les propositions pour l'examens, la décoration ou la solde militaire que MM. les chefs de corps de l'infanterie et de l'infanterie établissent en faveur du personnel placé sous leurs ordres. Ils devront également faire état de l'absence de tout empêchement pour l'admission de ces dernières, et faire aussi établir une colonie depuis moins d'un an.

Vous ferez procéder à l'examen des sous-officiers qui seraient présentés comme candidats au grade de sous-lieutenant. Pour l'artillerie, vous vous conformez aux dispositions de l'arrêté du 13 octobre 1870 et de la circulaire modificative du 31 mars 1873 pour l'infanterie, vous devrez probablement des instructions spéciales pour l'exécution du règlement du 1<sup>er</sup> mai 1872.

Je donne des ordres pour que les imprimés nécessaires vous soient présentés très-précairement.

Récevez, etc.

Le Vice-Amiral Ministre de la marine et des colonies.

Signé : D'HORNOY.

#### Classement à bord des établissements de l'Etat du trésorier-payer des Établissements français en Océanie, Tahiti.

Versailles, le 30 juillet 1873.

Monsieur le Commandant, — Par lettres du 4 avril dernier, vous avez fait connaître que la circulaire modificative du 31 mars 1873 pour l'application des dispositions, employés et agents des différents départements ministériels à bord des bateaux de l'Etat, ne contenait aucune disposition à l'égard des trésoriers-payers des colonies. Vous avez, en conséquence, demandé dans quelle catégorie il fallait classer le rôle dans le trésorier-payer de l'établissement de l'Etat de Tahiti.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'un arrêté ministériel en date du 15 février 1873, inséré dans l'bulletin officiel de la marine, a déterminé, par rapport au tableau à annexer au décret du 1<sup>er</sup> juillet 1870 et modifié par une décret du 11 février dernier, le classement des trésoriers-payers et des trésoriers-colonies. Vous remarquerez qu'il n'a été rien changé à l'assimilation du trésorier-payer de Tahiti, et que cet arrêté a concerné le rang d'officier subalterne.

Récevez, etc.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Pour le Ministre et son ordre :

La Directrice des colonies.

Signé : BENOIST D'AZY.

#### Composition de la commission des examens des sous-officiers d'infanterie de la marine pour 1873.

Versailles, le 9 juillet 1873.

Monsieur le Commandant, — Comme suite à ma lettre du 11 juillet courant, sur l'exécution des dispositions de l'arrêté du 19 mai 1873, j'ai l'honneur de vous informer que la commission d'examen pour les sous-officiers d'infanterie de la marine candidats au grade de sous-lieutenant, sera composée par l'amiral qui l'autorise.

Il sera assisté par le chef de corps de la marine, président ;

Le capitaine en 1<sup>re</sup> de grise ;

Un sous-comesseur en 1<sup>re</sup>, à défaut, un aide-commissaire

de la marine,

Le lieutenant de gendarmerie,

Le lieutenant ou sous-lieutenant d'infanterie de marine.

Vous ferez préparer dès à présent, en nombre suffisant, les tableaux nécessaires à chaque membre de la commission suivant le modèle annexé au règlement du 19 mai 1873.

À ce sujet, je vous prie de faire attention aux opérations qui sont dévolues à la maréchaux aux commissions des postes (art. 18 du règlement du 19 mai 1873), à celle qui est chargée des classements (art. 12) et enfin au jury pour les épreuves orales (art. 18). Le président se conformera au principe et au mode d'opérations exposés aux articles 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>, et il aura recours à votre action, qui sera tout à fait de l'intérêt général de l'armée, pour l'exclusion d'un candidat et pour la transmission des résultats des examens, comme il est dit à l'article 20 du règlement précité.

J'applique toute votre attention sur l'importance des dossiers que vous devrez faire parvenir sous bordereau, et qui comprendront, entre autres pièces, les procès-verbaux des séances et opérations de la commission, avec les tableaux

dès classements ; toutes les pièces jusqu'au moment de l'examen, accompagnées des documents et documents de tout autre nature qui pourront être nécessaires à l'assistance particulière pour chaque dossier des exclus comme des classés.

Il ne nous échappera pas qu'il est nécessaire de renouer à la commission de classement à Paris (art. 22, § 2<sup>e</sup>) le plus d'avantages possibles pour la mettre à même d'assurer l'exactitude des résultats obtenus dans les diverses classes, et de comparer les opérations des différentes commissions dans les garnisons d'outre mer avec celles du jury unique dans la métropole. Ce n'est qu'à cette condition qu'on arrivera à un classement vraiment équitable, et qu'en effet les économies que l'on peut faire dans l'organisation des examens dans les petites garnisons, ou les commissions sont plus portées à l'indulgence que le jury, ne peuvent être égales à l'excuse que les officiers sont étrangers à la localité où ils servent.

L'article 13 a également à lessin de quelques explications qu'il importe de fournir aux chefs de corps. L'opinion des officiers de section et de l'expérimenté a été sollicitée pour l'élaboration d'un arrêté réglementant l'application de l'ordre, et dans certaines mesures, la responsabilité des officiers subalternes pour des cas donnant accès dans leur rang à des sous-officiers qu'ils devaient considérer mieux que personne ; mais il reste entendu que ces rapports séparés ne peuvent parvenir au président de la commission qui, par la voie d'ordre, réglementera également les cas dans lesquels les officiers subalternes doivent être tenus responsables en vertu de l'ordre édicté par le rapport de son supérieur immédiat. Dans aucun cas, d'ailleurs, une association pour transmission doivent toujours parvenir au ministre, aussi bien pour les candidats classés que pour ceux qui sont exclus.

Vous ferez tout ce qui sera nécessaire dans le cas où la 2<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> régiment n'aurait pas de sous-officiers ou position d'inscrire, quant à présent, au grade de sous-lieutenant.

Récevez, etc.

Le Vice-Amiral Ministre de la marine et des colonies.

Signé : D'HORNOY.

#### Engagement conditionnel d'un an.

Versailles, le 4 juillet 1873.

Monsieur le Commandant, — Je veux si nécessaire, dans l'intervalle de l'application de l'ordre réglementant l'engagement conditionnel du 13 juillet 1873, faire connaître que les officiers subalternes qui établissent un engagement conditionnel d'un an étaient autorisés à passer leur examen dans la commune.

Toutefois la circonstance précisée n'existait, par suite de circonstances particulières, dans le cas de certains officiers subalternes, les jeunes gens qui appartenirent à la classe de 1872 se sont trouvés dans l'impossibilité de prétendre aux dispositions prises à leur égard et en vertu desquelles ils devront être admis aux exercices du volontariat.

En effet, aux termes de l'article 53 de la loi du 27 juillet 1872, les engagements conditionnels d'un an étaient réservés aux officiers subalternes qui, dans cette opération avait déjà au lieu pour la classe de 1872 au moment où la circulaire a été émise, n'avaient pas pu parvenir à la connaissance des intéressés.

En raison de cette circonstance du force majeure, j'ai demandé à M. le Ministre de la guerre à consentir, à titre exceptionnel, à ce que les jeunes gens qui appartenaient à la classe de 1872 assument aux engagements conditionnels qui seront approuvés le 1<sup>er</sup> novembre 1873.

En conséquence, je vous prie de donner des ordres pour assurer l'exécution des dispositions antérieures à leur égard par la circulaire du 16 juillet 1873, et de pourvoir à ce que les jeunes gens déclarés admissibles soient désignés par l'ordre réglementant l'engagement conditionnel que je viens à détailler.

Si l'impôt correspondait, ajoute M. le Ministre de la guerre, que cette exception ne soit pas renouvelée.

En conséquence, et conformément à la demande qui en est faite par M. le général de Brévié, les jeunes gens qui auront à consentir en 1874 à l'engagement d'un an, dans l'intervalle de l'application de l'ordre réglementant l'engagement conditionnel d'un an, devront faire connaître immédiatement leur aptitude physique et de subir leurs examens professionnels, et ils rentreront ainsi dans l'armée, pour l'accomplissement des autres formalités, en même temps que les jeunes gens de la classe de 1872 dont l'engagement est autorisé exceptionnellement.

Vous ferez tout ce qui sera nécessaire dans le cas où les jeunes gens de la classe de 1872, comme pour ceux de la classe 1873, les noms de ceux qui seront registrés dans ces conditions, en indiquant, avec le port et la date présumée de débarquement, le débarquement où chacun d'eux aura déclaré vouloir s'engager.

Récevez, etc.

Le Ministre de la marine et des colonies.

Pour le ministre et son ordre :

La Directrice des colonies.

Signé : BENOIST D'AZY.

#### Envoi des plus exacts pour les examens des sous-officiers d'infanterie de marine candidats au grade de sous-lieutenant.

Versailles, le 21 juillet 1873.

Monsieur le Commandant, — J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les plus exacts que je vous ai annoncés par mes dépêches du 7 juillet courant, pour les examens des sous-officiers d'infanterie de marine candidats au grade de sous-lieutenant.

Il se vous échappera pas que je consigne au commandant de l'armée de Terre, à Paris, le tableau d'ordre réglementant l'application de la circulaire du 13 juillet 1873, et que je vous envoie à Paris, lors du classement définitif, que le nombre des sous-officiers proposés pour sous-lieutenant pourront être arrêté dans les proportions du dernier paragraphe de l'article 112 de l'instruction du 26 avril 1869 pour l'ensemble de l'armée, sans tenir compte des effectifs des portions de corps. Les officiers subalternes qui auront arrêté pour les candidats, comme pour toutes les propositions, au 31 décembre 1873.

Vous rappellerez aux chefs de corps les dispositions de la circulaire du 29 avril 1873 relatives aux proposés pour la Légion d'honneur et la médaille militaire. Les prescriptions du dernier paragraphe devraient évidemment être absoluës en face de la nouvelle loi, qui régule définitivement les conditions à remplir pour obtenir ces récompenses honorifiques. Les propos-

Les autorisations dont sont dotées les factures d'après ces conditions, sous peine d'être rejetées comme non avouées, et leur nombre devra être aussi étroit que possible.

Tous les documents nécessaires à la présente lettre et des plus qui y sont attachés, etc.

Le Vice-Axaval Ministre de la marine et des colonies,  
Signé : D'HORNOT.

## PARTIE NON OFFICIELLE

Papeete, le 19 septembre 1873.

Dans le récent voyage qu'il vient de faire à Amaia à bord de l'«*Aviso à vapeur Brat*», le Commandant Commissaire de la République a pu constater avec une vive satisfaction les progrès qui se sont réalisés dans cette île, centre du commerce de l'archipel des Tuamotu, sous l'autrice et intelligente administration de M. le Gouverneur de vaisseau Mariot. Depuis son voyage précédent, toutes les travaux projetés ont été exécutés, et n'ont occasionné qu'une dépense minime en comparaison de leur importance et de leur utilité.

A Toubora, chef-lieu de la Résidence, M. Mariot a fait construire une maison en pierre pour le logement du détachement, un magasin des vivres, une école, une prison et une citerne pouvant contenir plus de cent mille litres d'eau.

Plusieurs maisons particulières en pierres de corail ont été également construites par les indigènes, et forment des logements salubres et confortables qui seraient recherchés à Papeete. L'église catholique est un joli bâtiment, simple et élégant, qui peut rivaliser avec ceux du même genre qui existent à Tahiti.

Tous les districts ont une maison d'école, une fare-hau, une chapelle et un wharf en pierres de corail. Les maisons des indigènes sont d'une propreté remarquable, ainsi que les rues des villages, toutes bordées de cocotiers qui préservent de l'ardeur du soleil et permettent de circuler pendant la jour à l'abri de leur ombrage.

Cette île, comme toutes celles qui composent ce vaste archipel, n'a d'autre sol que le sable provenant des coquilles. Pour y trouver la terre végétale, formée par les matières organiques et les détritus végétaux entraînés par les pluies, il faut briser la couche supérieure et solide qui la recouvre dans certaines parties et qui est improprie à la végétation.

On peut ainsi, en mélangeant cette terre peu fertile à des engrangements quelques-uns des produits que la culture fournit avec tant de facilité à Tahiti.

Mais, si la nature s'est montrée ingrate sous ce rapport envers ces îles, elle leur a réservé une source inépuisable et toujours croissante de richesse, en donnant au cocotier la faculté de pousser sur ce sol aride et de s'y multiplier presque sans culture. Leurs vastes lacs contiennent en outre des huîtres et des perles recherchées par le commerce, et des quantités considérables de poissons de toute espèce, qui avec les coquilles servent à l'alimentation des habitants.

Si l'on suit par des mesures sages et prévoyantes ménager ces richesses, les îles Tuamotu sont appelées à fournir au commerce la plus grande partie des produits d'exportation que les navires viennent chercher à Tahiti.

Les huîtres et les perles sont des produits importants, mais le cocotier est la véritable richesse de ces îles. Transformé en copeaux, le coco peut être facilement exporté, sans être exposé aux pertes et aux variaxes qui résultent de sa transformation en huile. Il donne par suite un rendement plus considérable, en même temps qu'il procure le fret aux navires qui importent dans nos établissements les marchandises d'Europe, d'Amérique et d'Australie.

Le produit moyen du cocotier peut être évalué à 2 fr. 50 c. par an, représentant le prix de 30 cocos à 25 centimes le kilo de copra. Si l'on considère que le nombre de ces arbres se compte par millions, l'on est surpris du chiffre élevé que leur valeur peut atteindre. Mais pour cela il faudrait que l'exploitation en fut faite avec plus de ménagement. Il en est de même des nacres et des huîtres partielles. Les pertes, dans l'état de choses actuel, sont considérables, et une grande partie des produits qui pourraient être utilisés et livrés au commerce est perdue sans profit pour les indigènes, qui négligent, par insouciance ou inexpérience, de les utiliser. La population n'est pas d'ailleurs suffisante pour exploiter et mettre en rapport les nombreuses îles qui forment l'archipel des Tuamotu, et dont quelques-unes sont inhabitées ou n'ont pas encore participé aux bienfaits de la civilisation.

Amaia, au contraire, possède déjà une population nombreuse, robuste et intelligente. L'instruction y a fait de rapides progrès, grâce aux encouragements du Résident et au dévouement des RR. PP. Germanus et Paul, dont le zèle mérite les plus grandes éloges ; et si la production n'a pas encore atteint toute l'importance qu'elle pourrait avoir, elle a de moins considérablement augmenté depuis quelques années.

Cette belle île, quoique plus petite et moins favorisée par la nature que quelques autres du même archipel, particulièrement que Barrois et Fakava, qui possèdent des passes praticables aux grands navires et des façons dont la profondeur permet de naviguer dans leur intérieur et d'y mouiller en toute sécurité, est, après Tahiti, la plus civilisée, la plus productive et la plus commerçante des Etats du Protectorat.

Faute de mouillage, les navires y éprouvaient récemment encore de grandes difficultés pour le déchargement et le chargement des marchandises, quelques-unes même s'y trouvaient en danger, s'ils ne prenaient la précaution d'appareiller en temps utile et de gagner le large.

Ce grave inconveniencie a heureusement disparu. Les navires du plus grand tonnage peuvent à présent séjourné sans crainte, en s'amarant sur le corps-mort qui a été souillé par les voiles de M. Mariot au nord de Tike, près de Tushora. Les goélettes peuvent même, par temps calme, accoster le récif, qui est assez dans cette partie, pour y effectuer les opérations de chargement et de décharge, qui facilitent un wharf qui fait communiquer le récif à la terre.

L'aviso à vapeur *Brat*, dont la longueur excède celle des plus grands navires du commerce, a pu rester trois jours à ce mouillage, retenu par le corps-mort, et faire sans danger son évitage dans tous les sens, sous l'action du vent et des courants, qui l'ont porté vers le récif. Cette expérience est concluante et doit inspirer la plus grande confiance aux capitaines des navires qui vont à Amaia.

Un petit port a en outre été construit pour servir de refuge aux embarcations qui, faute de passe praticable, ne peuvent pénétrer dans le lac intérieur qu'en franchissant le récif, et deux molières en pierres ont été construites pour protéger l'entrée. Ils ne sont pas encore complètement terminés.

Ces travaux, dont la réussite a paru longtemps douteuse, ont contribué, sans doute, à la prospérité d'Amaia et au développement de ses relations commerciales, dont l'importance augmente chaque jour.

## BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

(Extraits extraits du *Courrier de San Francisco*.)

PARIS.

Paris, 23 juillet. — On annonce officiellement que les places fortes de Mâzières et de Charleville ont été évacuées hier soir par les Allemands qui les occupaient depuis la fin de la guerre. L'état-major du général Maestuelli, commandant de l'armée d'occupation, restera quelque temps encore à Nancy après l'ordre du général, puis le district de Verdun sera le seul point occupé par les troupes allemandes.

Versailles, 23 juillet. — L'Assemblée, après un débat des plus orageux, a voté l'adoption d'un loi, autorisant la commission de l'ordre à poursuivre les auteurs de tentatives contre l'Assemblée. Dans la course de la discussion, M. Ernoul a dénoncé, dans un style énergique, la dictature comme dangereuse et a déclaré que la tyrannie républicaine devait infailliblement conduire au Césarisme.

Paris, 24 juillet. — Le duc d'Aumale a demandé un congé à la Chambre pour aller présider la cour martiale qui jugera Bazzane. L'Assemblée a voté aujourd'hui, après un débat orageux, une loi ordonnant la construction, sur les hauteurs de Montmartre, d'une église qui sera placée sous l'invocation du Sacré-Cœur.

Paris, 25 juillet. — L'Assemblée a passé une loi abolisant la taxe sur les tabacs.

Versailles, 29 juillet. — L'Assemblée a approuvé, dans sa séance d'aujourd'hui, le traité de commerce conclu par M. de Broglie avec la Belgique. Un message du maréchal MacMahon a été lu à la même séance. Le président dit qu'il répond de l'ordre pendant les vacances de l'Assemblée et qu'il continuera à en faire respecter l'autorité. Il fait allusion aux heureux résultats de la concorde qui existe entre le gouvernement et l'Assemblée : un de ces résultats est le passage de la loi sur la réorganisation de l'armée. Par contre, le prochain événement démontre que les résultats des discussions allouées, il est vrai, à un témoignage de reconnaissance à M. Thiers pour son mandat à bien les négociations devant amener l'évacuation. Il joue particulièrement les populations des départements de l'Est pour leur hérosisme et le peuple pour son patriotisme et son abnégation pendant les terribles épreuves qu'il vient de subir. « Le pays », dit-il, éprouvera très bientôt le sentiment de sa dignité, lorsqu'il se rappellera à quel prix il a obtenu la paix, mais il ne faut pas que cet événement donne lieu à des démonstrations de bravoure. La paix est de première nécessité, mais le gouvernement est résolu à la maintenir. Les personnes étrangères nous donnent justement des points d'appui. Le Président termine son message en déclarant qu'il continuera la politique tracée par les nombreux votes unanimes de l'Assemblée. Le message a été reçu par des applaudissements de la droite et du centre. Le comité de permanence de l'Assemblée a décidé de se réunir en séance tous les quinze jours. Un amendement de la gauche demandant que ces séances aient lieu toutes les semaines a été rejeté.

Paris, 31 juillet. — Cent députés de l'Assemblée nationale ont envoyé une adresse au pape pour lui demander l'assistance de leurs frères chrétiens de l'Asie. Le pape a refusé de faire partie de la cour martiale convoquée pour juger le maréchal Bazzane.

Paris, 4 août. — Nancy et Belfort ont été évacuées hier par les Allemands, qui ont brûlé toutes les munitions qu'ils n'ont pu emporter. Les habitants de ces villes sont restés enfermés chez eux pendant le départ des troupes.

Paris, 4 août. — Les conservateurs l'ont emporté dans les élections des membres des conseils généraux des départements de la Savoie, de l'Eure et de l'Orne ; les radicaux ont envahi les départements de l'Yonne, de l'Orne et de l'Eure.

Paris, 5 août. — Les troupes françaises sont entrées à Nancy aujourd'hui. Elles ont été reçues avec le plus grand enthousiasme.

Paris, 6 août. — M. Odilon Barrot, vice-président du conseil d'Etat, est mort aujourd'hui à l'âge de 82 ans.

Paris, 8 août. — Le paiement du troisième quart du dernier milliard d'indemnité de guerre a été versé le 5 courant entre les ministres et les autorités allemandes.

Paris, 9 août. — La récolte de cette année n'est que moyenne comme quantité et comme qualité. Dans le Sud, la moisson est bonne, mais la moisson est pauvre et le prix des grains a augmenté. Les mousiers emploient des produits étrangers et craignent d'être

honneur d'assurer à la paix leurs travaux, car presque tous les cours furent bons à lire.

## ITALIE.

Rome, 23 juillet. — La commission nommée pour liquider les propriétés ecclésiastiques a commencé ses travaux aujourd'hui.

Rome, 26 juillet. — Le pape a reçu aujourd'hui plusieurs des nouveaux évêques; il leur a recommandé de défendre avec zèle les droits de l'Eglise. En parlant du conflit des autorités ecclésiastiques du Brésil avec les franc-maçons, il a dit que ces derniers étaient supérieurs à eux, mais qu'il fallait toutefois que les sociétés secrètes, qui sont soit le but charitable de leur organisation. — Les libéraux ont triomphé dans les élections à Naples.

Brindisi, 13 août. — Le shah de Perse s'est embarqué aujourd'hui pour Constantinople.

Rome, 13 août. — Le cardinal Antonelli a remercié de la part du pape le clergé des Etats-Unis pour la partie qu'il prend aux manifestations en faveur de la papauté et des sympathies qu'il lui témoigne.

## AUTRICHE.

Vienne, 2 août. — Un important décret a été voté aujourd'hui les chambres austro-hongroises pour l'admission universelle.

Vienne, 3 août. — Le shah est arrivé à Vienne. Il a été reçu par l'empereur. Il a visité l'exposition aujourd'hui.

Vienne, 6 août. — La commission internationale, protectrice du droit de patente, est en session. La première de ses décisions a été de déclarer que le droit de tous les inventeurs était d'être protégé par les lois des nations civilisées.

Londres, 18 août. — Une députation de Vienne dit que la distribution des prix à l'Exposition de Vienne a été une panthé cérémonie. Environ 3,000 personnes seulement y assistent. L'archiduc Charles a fait un discours où le succès de l'Exposition, après quoi on a lu la liste des exposants récompensés.

## Le shah de Perse.

Le shah ou roi de Perse a quarante-trois ans. Il se nomme Nasser-ed-din; il est d'une stature moyenne; ses traits sont absolument orientaux; grande yeux noirs fendus en arrière, nez recourbé, longues moustaches, physionomie grave, maintien majestueux. Un véritable Sultan des contes arabes.

Il est, point n'est besoin de dire, désireux de connaître et d'inspirer dans ses Etats la civilisation européenne. Son voyage dans les capitales de l'Europe, fait avec son fils et ses principaux ministres, a été, si l'on peut dire, une intention. Nasser-ed-din a été monté sur le trône en 1856, à la mort de Mahomed-Shah, son père. Ses habitudes sont des plus simples, comme celles de tous les Persans. Il est d'une fragilité rappelant celle des Perses à l'époque du grand Cyrus. Quelques plats de riz différemment préparés, deux ou trois ragouts, du kebab (à la broche), pour boisson de l'eau sucrée, de l'issimmonde (curcuma) et algue mêlé avec de l'eau et un peu de sel; tel est son menu quotidien.

Quant à l'aménagement de son palais, rien n'est moins compliqué, mais pourtant rien n'est plus parfaitement adapté aux tapis persans que tout ce qui concerne les personnes. Les meubles turcs ne sont pas connus en Perse. Des Persans de distinction ont bien, pour faire assœur, les Européens qu'ils reçoivent, des chaises et des fauteuils confortables dans le style et souvent dangereux par leur peu de solidité, des tables, des guéridons pour poser des piastres de cuirure, le thé et le café; mais quant à eux, ils préfèrent s'asseoir sur leurs larges et moelleux tapis, d'où ils ne courront pas le risque de tomber.

Pour les bois du lit, c'est un meuble dont les Persans n'aiment pas les bois, mais qui sont tout de même utilisés. Les personnes sont couchées comme des oiseaux. Ils ont de très-longs matelas, des coussins d'une grande démesure, et recouverts de cachemire bordés de franges d'or ou de soie, quelques-uns de perles fines, des couvertures également en cachemire ou en étoffe de soie du pays. Pendant le jour, les matelas sont soigneusement enveloppés dans de grands draps de soie ou de cachemire; on met par-dessus les coussins à découvert; le tout est appuyé contre le mur, et forme, avec les glaces, les cristaux et les porcelaines placées sur des étagères pratiquées dans les murs, le plus bel ornement d'une chambre persane.

Nasser-ed-din-Shah est le quatrième prince de la dynastie des Kadjars, qui a régné sur la Perse depuis 1788, épouse d'Agam-Mohamed-Khan, fondateur de cette dynastie, ayant vaincu ses ennemis les Zenda, dont Louti-Al-Khan était le plus redoutable, se trouva paisible possesseur de la plupart des grandes provinces de la Perse. C'est donc à partir de ce moment — il y a six ans après l'assassinat du fameux Nadir-Shah, que les Persans ont surnommé le Naïpodion II de la Perse, comme ils l'appelaient eux-mêmes, et que l'Asie centrale l'appelaient Aga-Mohamed-khan à ce qu'on peut considérer comme son nom. Mais il n'a fait connaissance qu'en 1796, après son retour de Turquie, qu'il attaqua à la tête de 40,000 hommes, et qu'il conquiert sur Herculan, roi de Gorgie.

En 1832, Nasser-ed-din fut failli être assassiné à la suite d'un complot qui avorta. Ce complot était tramé par les Babis, secte religieuse fanatique. Un jour le shah, étant monté à cheval, sortit de la ville, se dirigeant vers Chiramer, au pied du mont Albourz. Quatre hommes appartenant à cette secte l'attentent au bas d'un étroit passage; ils l'entendent de venir et tendent la main pour prendre la supposition. Ainsi ces fourmis se jetent-elles sur lui et lui tirent trois coups de pistolet à bout portant. Ces armes étaient chargées avec du plomb de chasse, et le shah ne fut que légèrement atteint, grâce au mouvement qu'il fit à la vue du danger pour se laisser choir de son cheval. Les assassins furent arrêtés; des révélations amènèrent la découverte des chefs babis, qui furent impitoyablement mis à mort.

## Une boxe à Londres.

Sous ce titre, on lit dans le *Times*: Lundi soir, l'ancienne chapelle baptiste, aujourd'hui la cathédrale de Graham Hall, Soleil sera l'arène d'une scène édifiante de pugilat, à l'occasion d'un pari offert par le marquis de Queensberry aux adeptes de la self-defense et d'un pari de 2,000 £. Le prix d'admission était de 25 £, par tête, ce qui n'a empêché plusieurs centaines de personnes d'assister à ce dégoûtant spectacle. Les deux champions se nommaient Napper, bien connu dans le ring, et Davis,

jeune débutant plein d'assurance. Napper était cependant le favori de l'assemblée et des paris considérables étaient engagés sur sa tête. Les préparatifs terminés, chacun des deux athlètes, jusqu'à la ceinture et escorté de ses seconds, entra dans l'arène. Sur le signal des témoins le combat commença; ce ne fut d'abord que légères estocades, pour tester les spectateurs un appeler. Mais bientôt une heure, la bataille devint réelle. Les deux adversaires se rappelaient et les coups répétés partirent avec un effet plus terrible. A chaque fois, bien que blesé de sa chute, Napper se relevait assez vivement pour être en garde au moment de l'appel des seconds; mais il était évident pour tous qu'il ne pourrait soutenir longtemps de pareils assauts. Aussi ses partisans comprirent que l'argent de leurs paris était perdu, se précipitèrent-ils pour chercher à tirer Napper de l'arène, et sauver ainsi l'honneur de l'assemblée. Le marquis qui avait mis le pari fut alors arrêté, les autres cherchant à séparer les combattants, les autres laissant pour les mettre en présence. Ces derniers réussirent à s'asseoir avec dernière rencontre, et le malheureux Napper, jeté de nouveau sur ces planches dures comme du fer, fut incapable cette fois de se relever à temps et proclama vaincu par le juge du combat. Pendant un moment, on crut mort; il n'en était heureusement rien. On le rappela à la vie en lui inondant la tête les reins de froides eau fraîche. Quelques personnes pensèrent que l'autre qui était en état et vaincu le sang, et abondant, il fut frappé quatre fois de faire à son tour, et que les corps s'abattirent chaque fois comme un ouragan qui l'en assoiffa. Pendant que cette lutte avait lieu à l'intérieur de la salle, tout le quartier était mis en émoi par des rassemblements de pugilistes, qui n'avaient pu obtenir leur admission à l'intérieur, faute d'argent, se livraient aux amusements des gens de leur espèce. Cette scène de pugilat est certainement l'une des plus dégoûtantes que l'on sit vues à Londres.

## Nouvelles à la main.

Où pourrions-nous bien entrer pour lire un peu des naïvetés de l'esprit d'autre ? Ah ! au restaurant. Consommateurs et garçons s'y font confondre.

— Voilà, messieurs, suit l'interminable défilé des plats du jour.

— Croute aux champignons, dites-vous ? Sont-ils frais ?

— Frais comme l'ensi, monsieur ; ils relèvent de couches.

— Bien ; et le macaroni est-il bon ?

— Oui ; monsieur.

— Filet-t-il bien ?

— Comme un caissier.

— De brochet, avez-vous dit ? Yoyons la carte : Six francs ! diable ! le brochet n'est donc pas un poisson d'eau douce ?

— C'est ça qu'il prit il devient salé.

— Et quel vin direz-moi ?

— Du vin naturel.

— Nous n'en avons pas. Mais nous avons du mécun et du hor-de-vin.

— Quel est le meilleur ?

— Dame ! je n'y ai plus de vin dans le magasin.

Quelques personnes, sans doute, apportent la menu demandé.

Il répond à sa question. Le client lui dit en riant :

— Parbleu ! j'en ferais bien autant.

— Comme c'est malin, je viens de vous l'apprendre !

Un bout d'un instant, un des deux consommateurs extrait de son sac une fragment de cheveux :

— Gare ! votre patron s'est trompé de sexe.

— Comment cela, monsieur ?

— Dame ! les femmes seules ont le droit de placer leurs cheveux dans un fil.

— C'est un tout de naître... Excusez-moi, je crovais bien les avoir tirées enlevées.

L'autre essaie vainement d'entamer le roastbeef avec son couteau.

— Qu'est-ce que vous n'avez servi ni ?

— C'est du boeuf, monsieur... elle est très-bonne !

— Ah ! je vous y prends ! vous vous trahissez ; c'est de la vache !

— Quel grinchoux, disent consommateurs et garçons après cet incident.

Le coiffeur de M<sup>e</sup> B..., une charmante artiste, est, comme beaucoup de ses pairs, un havard insupportable. Il se présentait dernièrement, avec une de ses dernières voies d'ici, en disant :

— Comment démontre-t-elle être coiffée ?

— En silence, répondit M<sup>e</sup> B... .

Vous croirez n'importe homme désarçonné. Pas le moins du monde.

Il répond sans se troubler :

— En silence ? très-bien... Nattes discrètes et bandoulières mystérieuses... Madame sera contente.

## Oraison funèbre :

— Sais-tu que tu n'as pas l'air trop affecté de la mort de ton parrain ?

— Non, n'est-ce pas ? Ah ! j'ai beaucoup de courage ! Et puis, tu sais, c'est un ange de plus au ciel... et un bien grand avare de moins sur la terre !

Nous sommes à Mabilie avec Grévin :

Elle. — Décidément ! est-ce collidor ou est-ce corridor ?

Le. — C'est corridor. Quand je dis collidor, c'est uniquement par égard pour ta mère.

— Décidément, c'est dans le sang, fait le docteur.

— Hélas ! non ! riposte vivement M. G..., c'est dans le dos.

A la police correctionnelle. On entend entre deux gardes un particulièr qui a été remis à mort sur la voie publique. Le président, qui le reconnaît pour un habitué, prend soin de le tirer le plus sévère.

— Comment toujours vous ? Qu'est-ce qui vous amène encore ici ?

— Mon président, c'est les municipaux. (Échange.)

